



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

SOCIETE APTUNION

ARRETE PREFECTORAL DE RESTITUTION DES SOMMES CONSIGNEES

du 8 NOV 2016

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'Environnement, notamment le titre 7 du Livre I^{er} et son article L. 171.8,

VU le décret du 11 février 2015, publié au Journal officiel de la République Française le 13 février 2015 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 30 du 31 mars 2003, autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT,

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 février 2015, prescrivant à la société APTUNION de respecter le paragraphe 3.2.2 de l'annexe I de l'arrêté du 23 décembre 2008 modifié,

VU l'arrêté préfectoral engageant une procédure de consignation à l'encontre de la société APTUNION Industrie du 21 janvier 2016,

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2016, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,

VU le récépissé de changement d'exploitant de la société KERRY Ingrédients France à la société APTUNION du 12 octobre 2012, puis de la société APTUNION à la société APTUNION INDUSTRIES du 13 mars 2015,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 septembre 2016,

CONSIDERANT que la société APTUNION Industrie a procédé au démontage du chapiteau installé au sud du bâtiment GR3, respectant ainsi les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

CONSIDERANT qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la contrainte sur la société APTUNION Industrie tendant à lui faire procéder aux travaux engagés ;

Considérant que dans ces conditions, il peut être procédé, en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, à la restitution des sommes consignées pour un montant de 17 400€ TTC,

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La procédure de restitution d'une partie des sommes consignées prévue à l'article L 171.8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société APTUNION Industrie, située quartier Salignan, 84400 APT.

ARTICLE 2 :

Le montant restitué s'élève à 17 400 € TTC (dix-sept mille quatre cents euros) correspondant à l'état d'avancement des travaux constatés.

ARTICLE 3:

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la sous-préfète de l'arrondissement d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des finances publiques, la maire d'Apt, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Thierry DEMARET

ANNEXE

Article L514-6 (Modifié par LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 143)

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1 (Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2)

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

